

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2010 — 765

[C – 2010/29098]

18 JANUARI 2010. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het ministerieel besluit van 27 mei 1986 houdende aanstelling van de ordonnateurs en de boekhouders van de rijksonderwijsinrichtingen met afzonderlijk beheer

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de herstelwet van 31 juli 1984, inzonderheid op de artikelen 83, 84 en 85;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 juli 1969 tot vaststelling van de bevoegdheden van de beheerders, de boekhouders en de directiesecretarissen in de rijksinrichtingen voor kleuter-, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch en normaalonderwijs, inzonderheid op artikel 1;

Gelet op het koninklijk besluit van 29 december 1984 betreffende het financieel en materieel beheer van de staatsdiensten met afzonderlijk beheer in het rijksonderwijs, zoals gewijzigd;

Gelet op het ministerieel besluit van 27 mei 1986 houdende aanstelling van de ordonnateurs en de boekhouders van de rijksonderwijsinrichtingen met afzonderlijk beheer;

Op de voordracht van de Minister van Leerplichtonderwijs,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 3 van het ministerieel besluit van 27 mei 1986 houdende aanstelling van de ordonnateurs en de boekhouders van de rijksonderwijsinrichtingen met afzonderlijk beheer wordt als volgt gewijzigd :

A.R. Enghien : het woord « opvoeder-huismeester » wordt vervangen door het woord « beheerder ».

Art. 2. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 11 februari 2008.

Brussel, 18 januari 2010.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Leerplichtonderwijs,
Mevr. M.-D. SIMONET

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2010 — 766

[C – 2010/29094]

21 JANVIER 2010. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif à l'organisation et au fonctionnement des Conseils de recours de l'enseignement secondaire spécialisé de plein exercice

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, notamment les articles 97, § 5, alinéa 2 et 98bis, § 4;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 17 novembre 2009;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 11 décembre 2009;

Considérant la concertation avec le Comité de concertation des organes de représentation et de coordination des Pouvoirs organisateurs de l'enseignement et des centres psycho-médico-sociaux subventionnés du 18 décembre 2009;

Considérant l'entrée en vigueur du présent arrêté au 1^{er} janvier 2010 nécessitée par l'entrée en vigueur au 1^{er} septembre 2009 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, notamment les articles 97 et 98 bis, tel que modifié par le décret du 5 février 2009 portant des dispositions en matière d'enseignement spécialisé et d'accueil de l'enfant à besoins spécifiques dans l'enseignement obligatoire. L'urgence de la demande d'avis du Conseil d'état dans un délai de 5 jours est motivée par le fait que le décret qui crée les Conseils de recours pour les décisions des conseils de classe dans l'enseignement secondaire spécialisé est entré en application le 1^{er} septembre 2009. Les premiers Conseils de recours pourraient être organisés entre le 5 et le 15 janvier 2010. Il est donc nécessaire d'assurer une sécurité juridique pour les décisions qui y seront prises;Vu l'avis 47.683/2 du Conseil d'Etat, donné le 6 janvier 2010, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, modifiées par la loi du 4 août 1996, par la loi du 8 septembre 1997 et par la loi du 2 avril 2003;

Sur la proposition de la Ministre de l'Enseignement obligatoire et de promotion sociale;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Installation des Conseils de recours***Article 1^{er}.** Le Conseil de recours pour les décisions des conseils de classe de délibération dans l'enseignement secondaire spécialisé de plein exercice de caractère non confessionnel est installé auprès de l'Administration générale de l'Enseignement et de la Recherche scientifique, Direction générale de l'Enseignement obligatoire.**Art. 2.** Le Conseil de recours pour les décisions des conseils de classe de délibération dans l'enseignement secondaire spécialisé de plein exercice de caractère confessionnel est installé auprès de l'Administration générale de l'Enseignement et de la Recherche scientifique, Direction générale de l'Enseignement obligatoire.CHAPITRE II. — *Fonctionnement des Conseils de recours***Art. 3.** En cas de démission ou de décès d'un membre, il est pourvu à son remplacement. Le Membre ainsi désigné termine le mandat de son prédécesseur.

Un membre est démissionnaire d'office s'il perd la qualité en raison de laquelle il a été désigné.

Art. 4. Pour autant que cette notion leur soit applicable, les membres sont considérés comme étant en activité de service lorsqu'ils siègent aux Conseils de recours.

Art. 5. Les réunions des Conseils de recours se tiennent au siège de la Direction générale de l'enseignement obligatoire ou tout autre lieu mentionné dans la convocation. Le secrétariat des 2 conseils est assuré par le Service général de l'Enseignement fondamental et de l'Enseignement spécialisé.

Art. 6. Dans l'enseignement secondaire spécialisé de forme 4, les Conseils de recours siègent, au plus tard, entre le 16 août et le 31 août pour les décisions des conseils de classe relatives aux délibérations de juin et entre le 15 septembre et le 10 octobre pour les décisions des conseils de classe relatives aux délibérations de septembre.

Dans l'enseignement secondaire de forme 3, les Conseils de recours siègent, au plus tard, entre le 5 et le 15 janvier ou entre le 21 mai et le 31 mai pour les décisions des conseils de classe relatives au refus d'autoriser l'élève qui a suivi deux années scolaires en 3ème phase, à présenter l'épreuve de qualification.

Dans l'enseignement secondaire de forme 3, les Conseils de recours siègent également, au plus tard, entre le 16 août et le 31 août pour les décisions des conseils de classe relatives au refus de délivrance de l'attestation de réussite de phase et au refus de délivrance des certificats à l'exclusion du certificat de qualification,

Dans l'enseignement secondaire spécialisé de formes 1, 2, 3 et 4, les Conseils de recours siègent, au plus tard, entre le 5 et le 15 janvier, entre le 21 mai et le 31 mai ou entre le 16 août et le 31 août pour les décisions des conseils de classe relatives à l'inscription dans une forme d'enseignement ou au passage d'une forme d'enseignement vers une autre.

En outre, dans l'enseignement secondaire spécialisé de formes 1, 2, 3 et 4, en cas d'urgence, les Conseils de recours peuvent siéger à tout moment.

Art. 7. Les convocations aux réunions sont adressées aux membres par le secrétariat, cinq jours ouvrables au moins avant la date de la séance, étant entendu que le samedi n'est pas considéré comme un jour ouvrable. Les convocations mentionnent l'ordre du jour.

En cas d'urgence :

1° les convocations peuvent être transmises par voie électronique et confirmées par courrier,

2° le président peut réduire le délai à 2 jours ouvrables.

Les Conseils de recours ne peuvent délibérer que sur les points inscrits à l'ordre du jour.

Art. 8. Les Conseils de recours ne peuvent délibérer que si cinq membres sont présents.

Les membres effectifs et l'inspecteur général coordinateur qui sont empêchés veillent à se faire remplacer respectivement par leur suppléant ou délégué.

En cas d'empêchement du Président, le Conseil de recours est présidé par son délégué.

Lorsqu'un membre est le chef d'établissement concerné par le recours ou le conjoint, un parent ou un allié jusqu'au quatrième degré inclusivement de l'élève en cause, il ne peut siéger au Conseil de recours.

Le Conseil de recours vérifie préalablement la recevabilité du recours introduit, au regard des conditions prévues à l'article 98bis du décret du 24 juillet 1997 précité.

Art. 9. Les décisions des Conseils de recours sont notifiées le jour même, en 2 exemplaires, par le Président ou son délégué au secrétariat qui en transmet immédiatement un exemplaire au chef d'établissement et en informe simultanément l'élève s'il est majeur ou ses parents ou la personne investie de l'autorité parentale s'il est mineur, par pli recommandé.

Art. 10. Les Conseils de recours élaborent en commun un règlement d'ordre intérieur qui est soumis à l'approbation du Ministre qui a l'Enseignement spécialisé dans ses attributions.

Art. 11. Les Conseils de recours établissent chaque année un rapport d'activités qu'ils transmettent à la Direction générale de l'enseignement obligatoire et au Ministre qui a l'Enseignement spécialisé dans ses attributions.

CHAPITRE III. — *Dispositions finales*

Art. 12. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2010.

Art. 13. La Ministre ayant l'Enseignement spécialisé dans ses attributions est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 21 janvier 2010.

La Ministre de l'Enseignement obligatoire et de promotion sociale,
Mme M.-D. SIMONET

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2010 — 766

[C — 2010/29094]

**21 JANUARI 2010. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap
betreffende de organisatie en de werking van de Raden van beroep
van het gespecialiseerd secundair onderwijs met volledig leerplan**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, inzonderheid op de artikelen 97, § 5, tweede lid en 98 *bis*, § 4;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 17 november 2009;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 11 december 2009;

Gelet op het overleg met het Overlegcomité van de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen van de inrichtende machten van het onderwijs en van de gesubsidieerde psycho-medisch-sociale centra van 18 december 2009;

Gelet op de inwerkingtreding van dit besluit op 1 januari 2010, vereist door de inwerkingtreding op 1 september 2009 van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, inzonderheid op de artikelen 97 en 98*bis*, zoals gewijzigd bij het decreet van 5 februari 2009 houdende bepalingen inzake het gespecialiseerd onderwijs en de opvang van kinderen en adolescenten met specifieke behoeften in het leerplichtonderwijs. De dringende noodzakelijkheid van de aanvraag om advies van de Raad van State binnen de vijf dagen wordt gemotiveerd door het feit dat het decreet tot oprichting van de Raden van beroep voor de beslissingen van de klassenraden in het gespecialiseerd secundair onderwijs, op 1 september 2009 van toepassing is geworden. De eerste Raden van beroep zouden tussen 5 en 15 januari 2011 georganiseerd kunnen worden. Een juridische zekerheid dient daarom gewaarborgd te worden voor de beslissingen die genomen zullen worden;

Gelet op het advies 47.683/2 van de Raad van State, gegeven op 6 januari 2010, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996, de wet van 8 september 1997 en de wet van 2 april 2003;

Op de voordracht van de Minister van Leerplichtonderwijs en van Onderwijs voor sociale promotie;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Installatie van de Raden van beroep*

Artikel 1. Er wordt bij het Algemeen bestuur Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek, Algemene Directie Leerplichtonderwijs, een Raad van beroep geïnstalleerd voor de beslissingen van de klassenraden van beraadslaging in het niet-confessioneel gespecialiseerd secundair onderwijs met volledig leerplan.

Art. 2. Er wordt bij het Algemeen bestuur Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek, Algemene Directie Leerplichtonderwijs, een Raad van beroep geïnstalleerd voor de beslissingen van de klassenraden van beraadslaging in het confessioneel gespecialiseerd secundair onderwijs met volledig leerplan.

HOOFDSTUK II. — *Werkingswijze van de Raden van beroep*

Art. 3. In geval van ontslagneming of overlijden van een lid, wordt het vervangen. Het aldus aangewezen lid voltooit het mandaat van zijn voorganger. Een lid wordt als van ambtswege ontslagnemend beschouwd als hij de hoedanigheid verliest waarvoor hij aangewezen werd.

Art. 4. Voor zover deze notie op ze van toepassing is, worden de leden geacht in dienstactiviteit te zijn wanneer ze zitting hebben bij de Raden van beroep.

Art. 5. De vergaderingen van de Raden van beroep vinden plaats ten zetel van de Algemene Directie Leerplichtonderwijs en bij elke andere plaats vermeld in de oproepingsbrief. Het secretariaat van beide Raden wordt door de Algemene Dienst voor basisonderwijs en gespecialiseerd onderwijs waargenomen.

Art. 6. In het gespecialiseerd secundair onderwijs van vorm 4 houden de Raden van beroep zitting ten laatste tussen 16 en 31 augustus voor de beslissingen van de klassenraden met betrekking tot de beraadslagingen van juni en tussen 15 september en 10 oktober voor de beslissingen van de klassenraden met betrekking tot de beraadslagingen van september.

In het secundair onderwijs van vorm 3 houden de Raden van beroep zitting ten laatste tussen 5 en 15 januari of tussen 21 mei en 31 mei voor de beslissingen van de klassenraden met betrekking tot de weigering om de leerling die twee schooljaren in de derde fase gevolgd heeft, toe te laten de kwalificatieproef af te leggen.

In het secundair onderwijs van vorm 3 houden de Raden van beroep ook zitting ten laatste tussen 16 augustus en 31 augustus voor de beslissingen van de klassenraden met betrekking tot de weigering om het slaagattest van de fase uit te reiken en de weigering om de getuigschriften uit te reiken met uitsluiting van het kwalificatiegetuigschrift.

In het gespecialiseerd secundair onderwijs van vormen 1, 2, 3 en 4 houden de Raden van beroep zitting ten laatste tussen 5 januari en 15 januari, tussen 21 mei en 31 mei of tussen 16 augustus en 31 augustus voor de beslissingen van de klassenraden met betrekking tot de inschrijving in een onderwijsvorm of de overschakeling van een onderwijsvorm naar een andere.

Bovendien, in het gespecialiseerd secundair onderwijs van vormen 1, 2, 3 en 4, bij dringende noodzakelijkheid, kunnen de Raden van beroep op elk ogenblik zitting houden.

Art. 7. De oproepingen voor de vergaderingen worden aan de leden gestuurd door het secretariaat, minstens vijf werkdagen vóór de datum van de zitting, met dien verstande dat zaterdag niet als werkdag meetelt. In de oproepingen wordt de agenda vermeld.

In noodgevallen :

1° kunnen de oproepingen bezorgd worden via elektronische weg en bevestigd langs de post,

2° kan de voorzitter de termijn tot twee werkdagen verkorten.

De Raden van beroep kunnen slechts beslissen en beraadslagen over de punten die op de agenda staan.

Art. 8. De Raden van beroep kunnen enkel beraadslagen wanneer vijf leden aanwezig zijn.

De werkende leden en de inspecteur-generaal-coördinator die verhinderd zijn, zorgen ervoor dat ze respectievelijk vervangen worden door hun plaatsvervanger of afgevaardigde.

Bij verhindering van de voorzitter wordt de Raad van beroep voorgezeten door zijn afgevaardigde.

Wanneer een lid hoofd is van de bij het beroep betrokken inrichting of de echtgenoot(e), een bloedverwante of een aanverwante tot de vierde graad is, met inbegrip van de betrokken leerling, kan hij niet zitting hebben in de Raad van beroep.

De Raad van beroep controleert voorafgaandelijk of het ingediende beroep ontvankelijk is, met inachtneming van de voorwaarden bedoeld in artikel 98bis van voornoemd decreet van 24 juli 1997.

Art. 9. Er wordt kennis gegeven van de beslissingen van de Raden van beroep de dag zelf, in tweevoud, door de voorzitter of zijn afgevaardigde, aan het secretariaat, dat er rechtstreeks een exemplaar van verzendt aan het hoofd van de inrichting en dat tegelijkertijd de leerling inlicht als hij meerderjarig is of zijn ouders of de persoon bekleed met het ouderlijk gezag als hij minderjarig is, per aangetekende brief.

Art. 10. De Raden van beroep stellen in samenwerking het huishoudelijk reglement op dat ter goedkeuring van de Minister belast met het gespecialiseerd onderwijs wordt voorgelegd.

Art. 11. De Raden van beroep stellen ieder jaar een activiteitenverslag op dat overgezonden wordt naar de Algemene Directie Leerplichtonderwijs en naar de Minister belast met het Gespecialiseerd Onderwijs.

HOOFDSTUK III. — *Slotbepalingen*

Art. 12. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2010.

Art. 13. De Minister van Gespecialiseerd Onderwijs wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 21 januari 2010.

De Minister van Leerplichtonderwijs en van Onderwijs voor sociale promotie,
Mevr. M.-D. SIMONET

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2010 — 767

[C – 2010/29095]

8 FEVRIER 2010. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française approuvant le dossier de référence de la section intitulée "Bachelier en gestion des ressources humaines" (Code 961610S35D1) classée au niveau de l'enseignement supérieur social de promotion sociale de type court et de régime 1

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu les lois sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires coordonnées par l'arrêté du Régent du 31 décembre 1949, notamment l'article 6 modifié par l'article 124 du décret de la Communauté française du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale;

Vu la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement telle que modifiée;

Vu le décret du Conseil de la Communauté française du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, notamment l'article 137;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 1^{er} octobre 1991 relatif à la procédure de correspondance des titres délivrés dans l'enseignement de promotion sociale;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 avril 1992 portant délégation de compétences en matière d'enseignement de promotion sociale;

Vu l'avis du 24 novembre 2009 de la Cellule de consultation réunie en application de l'article 75 du décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale;

Vu l'avis de la Commission de concertation de l'enseignement de promotion sociale du 4 décembre 2009;

Sur proposition de la Ministre de l'Enseignement obligatoire et de promotion sociale,

Arrête :

Article 1^{er}. Le dossier de référence de la section intitulée "Bachelier en gestion des ressources humaines" ainsi que les dossiers de référence des unités de formation constitutives de cette section sont approuvés.

Cette section est classée au niveau de l'enseignement supérieur social de promotion sociale de type court.